



**RÉGION DE BRUXELLES-CAPITALE
COMMUNE DE MOLENBEEK-SAINT-JEAN**

Extrait du registre aux délibérations du Conseil communal

Présents

Michel Eylenbosch, *Président du Conseil* ;
Françoise Schepmans, *Bourgmestre* ;
Ahmed El Khannouss, Sarah Turine, Abdelkarim Haouari, Karim Majoros, Jan Gypers, Ann Gilles-Goris, Olivier Mahy, Annalisa Gadaleta, *Échevin(e)s* ;
Jamal Ikazban, Abdellah Achaoui, Jamel Azaoum, Gerardine Bastin, Danielle Evraud, Mohamed El Abboudi, Lhoucine Aït Jeddig, Dirk De Block, Michaël Vossaert, Farida Tahar, Hassan Rahali, Shazia Manzoor, Georges Van Leeckwyck, Leonidas Papadiz, Laurie Carême-Palanga, Youssef Lakhloifi, Khadija Tamditi, Hassan Ouassari, Hicham Chakir, Lazare Mbulu Azanga, Carine Liekendael, *Conseillers communaux* ;
Jacques De Winne, *Secrétaire communal*.

Excusés

Patricia Vande Maele, *Échevin(e)* ;
Christian Magérus, Houria Ouberri, Mohammadi Chahid, Badia El Belghiti, Paulette Piquard, Amet Gjanaj, Jef Van Damme, Khadija El Hajjaji, Olivia P'Tito, Dirk Berckmans, Nader Rekik, Tania Dekens, Roland Vandenhove, *Conseillers communaux*.

Séance du 21.03.18

#Objet : Secrétariat communal - Motion - Molenbeek, commune hospitalière.#

Séance publique

Organisation générale

LE CONSEIL,

Considérant que la Belgique est marquée et traversée par l'histoire des migrations. Molenbeek, que compte plus de 140 nationalités, en est une parfaite illustration ;

Considérant que la mobilisation actuelle autour des communes hospitalières a pour objectif de défendre une vision des communes comme véritables terres d'accueil et d'hospitalité, que la peur, le rejet de « l'étranger », et le repli sur soi doivent être repoussés pour laisser pleinement la place à la solidarité, aux rencontres, au partage et à la dignité ;

Considérant que, si les compétences en matière d'entrée, de séjour et d'éloignement des étrangers sont purement fédérales, que l'intégration des personnes étrangères est une compétence régionale et communautaire ; les collectivités locales sont néanmoins un acteur clef de l'accueil, de l'hospitalité et du respect des droits des ressortissants étrangers. Elles peuvent, de manière générale, participer à l'amélioration de l'accueil et du séjour des ressortissants étrangers qui résident légalement sur leur territoire et créer un cadre qui permette de sensibiliser leur population sur les valeurs d'hospitalité et d'altérité qui participent à une meilleure cohésion sociale. Les personnes étrangères doivent pouvoir y jouir des droits qui leur sont donnés et participer pleinement aussi à la vie locale ;

Considérant que les collectivités locales ont une influence importante sur le climat social général et qu'elles peuvent le rendre plus positif encore vis-à-vis des personnes étrangères (notamment en favorisant la rencontre), le Conseil communal a, en sa séance du 21 mars 2018, décidé de préparer une motion «Molenbeek, commune hospitalière»;

Considérant que cette décision s'est prise à la suite d'une interpellation citoyenne durant le même Conseil communal ;

Vu les engagements européens et internationaux pris par la Belgique pour le respect des droits fondamentaux

des personnes et en particulier des plus vulnérables (Déclaration universelle des droits de l'homme, Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme, Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels, ...) ;

Vu les engagements pris par la Belgique en matière de protection des réfugiés dans le cadre de la Convention de Genève de 1951 ;

Vu les engagements de la Belgique pris en matière de relocalisation et de réinstallation ;

Vu l'article 23 de la Constitution belge garantissant à chacun le droit de mener une vie conforme à la dignité humaine et de jouir de droits économiques, sociaux et culturels ;

Considérant, que dans un souci pédagogique, il convient de préciser certains définitions dont :

-Demandeur d'asile : personne en cours de procédure d'asile ;

-Réfugié : personne qui a fui son pays d'origine et qui a obtenu une protection internationale, y compris les personnes bénéficiant d'une protection subsidiaire ;

-Personne en situation illégale : personne qui n'a pas ou plus de titre de séjour valable en Belgique ;

-"Ressortissant étranger" ou "personne d'origine étrangère" : personne qui jouit d'un droit de séjour ;

Considérant qu'il convient également de préciser que la loi ne confère aucun pouvoir aux Bourgmestres en matière d'arrestation et d'expulsion de personnes en situation illégale ;

Considérant que l'Europe et le monde traversent une période où les migrants sont de plus en plus considérés comme des menaces pour nos sociétés ;

Considérant la multiplication des crises et la prolongation des conflits amenant des femmes, des hommes et des enfants à prendre des routes migratoires de plus en plus dangereuses, parfois au péril de leurs vies ;

Considérant que les migrations ont forgé le monde et continueront de le faire, qu'elles soient choisies ou forcées - ou comme c'est souvent le cas - un peu des deux, que les migrations peuvent constituer une chance et un potentiel pour nos sociétés pour peu qu'une politique active d'accueil soit mise en place ;

Considérant que l'institution communale est le premier échelon vers lequel les citoyens se tournent, que la confiance dans les pouvoirs publics est fondamentale pour le vivre ensemble et le respect des valeurs et des règles de la vie commune ;

Considérant que les communes – certes avec des moyens souvent limités– peuvent permettre aux ressortissants étrangers d'être mieux accueillis et soutenus, quand leur statut le permet ;

Considérant qu'un accueil de qualité peut faire la différence dans le parcours d'intégration des primo-arrivants en leur donnant toutes les chances et leur permettant de faire partie intégrante de la vie locale ;

Considérant la note d'orientation politique dont un chapitre est consacré à renforcer la cohésion sociale et l'égalité des chances, avec, notamment la création de l'asbl VIA : Bureau d'accueil pour primo-arrivants (BAPA) et la continuité du travail du Service d'aide aux molenbeekois primo-arrivants (SAMPA) ;

Considérant la motion de soutien relative aux sans-papiers votée par le Conseil communal le 28/09/2016 ;

Considérant la motion rejettant le Projet de loi fédéral autorisant les visites domiciliaires, votée par le Conseil communal le 21/02/2018 ;

Considérant la déclaration du Conseil communal du 21/06/2017 apportant son soutien à une jeune molenbeekoise afin qu'elle puisse terminer sa scolarité et séjourner en Belgique ;

DECIDE :

Article 1. Adopte le texte repris ci-après de la motion visant à déclarer Molenbeek Commune Hospitalière.

Article 2. Prend la résolution ferme de respecter les droits fondamentaux des ressortissants étrangers présents sur son territoire.

Article 3. S'engage à des actions concrètes visant à :

1. SENSIBILISER LA POPULATION SUR LES MIGRATIONS ET L'ACCUEIL

En poursuivant les actions basées sur le vivre ensemble et les valeurs communes d'égalité et de tolérance, en particulier dans les écoles et organisations communales mais aussi au travers de l'organisation d'événements fédérateurs;

En continuant à développer une politique de dialogue et de diversité interculturels et à encourager les

initiatives citoyennes et associatives qui participent au vivre ensemble ;

En continuant à organiser et soutenir des rencontres interculturelles et de moments visant à la déconstruction des préjugés à l'attention de tous les résidents de la commune (Belges, Européens, étrangers avec ou sans papiers) ;

En continuant à promouvoir dans les centres culturels et les écoles la richesse de la diversité culturelle ;

En continuant à informer les entreprises locales sur les droits des migrants et leur accès au marché du travail (en collaboration avec les associations SAMPA et VIA et BON) ;

En continuant à sensibiliser les propriétaires des biens immobiliers au respect de la législation en matière de discrimination au logement ;

2. AMÉLIORER L'ACCUEIL ET LE SÉJOUR DES MIGRANTS, DANS LE RESPECT DES DROITS HUMAINS

2.1 UN ACCUEIL ADMINISTRATIF DE QUALITÉ DES ÉTRANGERS RÉSIDANT DANS LA COMMUNE ET DES NOUVEAUX ARRIVANTS

Fournir un accueil administratif et une information de qualité aux ressortissants étrangers résidant dans la commune et aux nouveaux arrivants ;

Permettre aux usagers de continuer à effectuer leurs démarches dans un climat de confiance et de sérénité ;

Continuer à veiller au respect des délais légaux des procédures, du principe des droit de la défense, veiller à donner une information complémentaire sur leurs droits et devoirs et à assurer autant que possible un accompagnement des citoyens dans leurs démarches ;

Continuer la diffusion d'une information utile à toute personne étrangère fraîchement arrivée sur le territoire communal, via notamment, le SAMPA, VIA, BON ou encore les soirées d'accueil des nouveaux habitants indifféremment de leurs nationalités ;

Poursuivre le travail mené par la commune, le CPAS et l'ensemble des organisations précitées, les actions et synergies qui en découlent ;

Organiser une campagne d'information complète, ciblée et régulière des habitants qui rentrent dans les critères prévus par la loi pour participer aux élections communales, de manière à augmenter la participation des habitants européens et non européens à l'exercice de la démocratie locale ;

Maintenir la cohésion des différents services communaux et associatifs et encore améliorer la communication et l'orientation des usagers des différents services ;

Continuer à communiquer une information correcte sur les procédures de séjour, de mariage/cohabitation légale, d'accès à la nationalité, des droits d'accès aux soins de santé (carte médicale, AMU,...) et s'assurer que les étrangers en comprennent les procédures ;

Continuer à communiquer une information correcte sur les services existants au sein de la commune ;

Maintenir à jour de la liste de tous les services existants et la mettre régulièrement à disposition des usagers (SAMPA, BON, VIA, LES, Solidarité Savoir, associations d'interprétariat social, CPAS, services communaux, ...);

2.2 LE SOUTIEN À L'INTÉGRATION DES MIGRANTS

Maintenir l'orientation régulière vers les cours de FLE (Français Langue Etrangère) et/ou le néerlandais, contribuant fortement à l'intégration sur le territoire ;

Soutenir l'intégration socio-professionnelle des migrants via les organismes communaux compétents (missions locales, bureaux d'aide aux entrepreneurs) et orienter vers les organismes régionaux compétents (VDAB, Actiris, FOREM et guichets entreprise) ;

Rester ouvert à la possibilité de développer des initiatives locales d'accueil (ILA) ;

Donner une information complète sur les parcours d'intégration ;

Soutenir des initiatives d'accès au logement digne, et utiliser le droit de réquisition ou de gestion publique lorsque cela s'avère pertinent et possible ;

Assurer les mêmes droits aux primo-arrivants en séjour légal et aux réfugiés qu'au reste de la population molenbeekoise ;

2.3 L'ACCUEIL SPÉCIFIQUE DES DEMANDEURS D'ASILE ET DES RÉFUGIÉS

Continuer à favoriser les rencontres entre les habitants ;

Avoir attention spécifique pour les MENA (mineurs étrangers non accompagnés) en assurant un suivi approprié ;

Informier la population locale de la possibilité de devenir tuteur pour les MENA ;

Favoriser l'intégration scolaire des enfants réfugiés et des MENA ;

Pour les personnes en situation de séjour illégal :

- Délivrer les informations utiles concernant les organismes auxquels elles doivent s'adresser au niveau fédéral ;

- Poursuivre la diffusion de ces informations également par un accès direct via internet ;

- Continuer d'assurer l'accès à l'aide médicale urgente ;

- Respecter leurs droits fondamentaux ;

- Soutenir les démarches nécessaires pour permettre un droit au séjour jusqu'à la fin de la scolarité ;

- Continuer à s'assurer que les motifs de convocation sont bien repris dans les convocations envoyées ;

3. MONTRER SA SOLIDARITÉ ENVERS LES COMMUNES EUROPÉENNES ET LES PAYS CONFRONTÉS À UN ACCUEIL DE NOMBREUX MIGRANTS

Ces engagements permettent aux communes de se positionner en faveur d'une politique migratoire plus juste :

- La commune se déclare solidaire des communes européennes et des pays voisins des crises confrontées à un accueil important sur leur territoire de demandeurs d'asile et de réfugiés que ce soit en Italie, en Grèce mais aussi au Liban et qui tentent de faire face avec dignité et respect des personnes ;
- La commune réitère son engagement pour une politique migratoire belge digne et respectueuse des personnes en assurant les droits fondamentaux des migrants.

Article 4. Refuse tout repli sur soi, amalgames et propos discriminatoires.

Article 5. Marque sa ferme opposition à toute forme de politiques migratoires qui n'observeraient pas scrupuleusement la Déclaration universelle des Droits de l'Homme.

Article 6. Marque sa ferme opposition à toute forme de politiques migratoires qui entraîneraient des violences telles qu'on peut le voir en Europe et ailleurs dans le monde.

Article 7. Pour l'ensemble de ces raisons, déclare Molenbeek-Saint-Jean Commune Solidaire et Hospitalière.

31 votants : 23 votes positifs, 8 votes négatifs.

AINSI FAIT ET DÉLIBÉRÉ EN SÉANCE.

Le Secrétaire Communal,
(s) Jacques De Winne

Le Président du Conseil,
(s) Michel Eylenbosch

POUR EXTRAIT CONFORME
MOLENBEEK-SAINT-JEAN, le 23 mars 2018

Le Secrétaire communal,

Jacques De Winne



La Bourgmestre,

Françoise Schepmans



**BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST
GEMEENTE SINT-JANS-MOLENBEEK**

Uittreksel uit het register der beraadslagingen van de Gemeenteraad

Aanwezig

Michel Eylenbosch, *Voorzitter van de Raad* ;
Françoise Schepmans, *Burgemeester* ;
Ahmed El Khannouss, Sarah Turine, Abdelkarim Haouari, Karim Majoros, Jan Gypers, Ann Gilles-Goris, Olivier Mahy, Annalisa Gadaleta, *Schepenen* ;
Jamal Ikazban, Abdellah Achaoui, Jamel Azaoum, Gerardine Bastin, Danielle Evraud, Mohamed El Abboudi, Lhoucine Aït Jeddig, Dirk De Block, Michaël Vossaert, Farida Tahar, Hassan Rahali, Shazia Manzoor, Georges Van Leeckwyck, Leonidas Papadiz, Laurie Carême-Palanga, Youssef Lakhlooui, Khadija Tamditi, Hassan Ouassari, Hicham Chakir, Lazare Mbulu Azanga, Carine Liekendael, *Gemeenteraadsleden* ;
Jacques De Winne, *Gemeentesecretaris*.

Verontschuldigd

Patricia Vande Maele, *Schepen* ;
Christian Magérus, Houria Ouberri, Mohammadi Chahid, Badia El Belghiti, Paulette Piquard, Amet Gjanaj, Jef Van Damme, Khadija El Hajjaji, Olivia PTito, Dirk Berckmans, Nader Rekik, Tania Dekens, Roland Vandenhove, *Gemeenteraadsleden*.

Zitting van 21.03.18

#Onderwerp : Gemeentelijk secretariaat - Motie - Molenbeek, gastvrij gemeente.#

Openbare zitting

Algemene organisatie

DE RAAD,

Overwegende dat België door de geschiedenis van migraties gekenmerkt wordt en deze doorkruist heeft. Molenbeek, met meer dan 140 nationaliteiten, is er een perfect voorbeeld van;

Overwegende dat de huidige mobilisering inzake de gastvrije gemeenten de doelstelling heeft om een visie van de gemeenten te verdedigen als werkelijke gastvrije opvangplaatsen; dat de angst, de verwerping van "de vreemdeling", en de terugplooi op zichzelf verworpen moeten worden om volledig plaats te laten aan solidariteit, ontmoetingen, delen en waardigheid;

Overwegende dat, ook al zijn de toegang, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen puur federale bevoegdheden, dat de integratie van vreemdelingen een gewestelijke en gemeenschapsbevoegdheid is; de lokale overheden toch een hoofdrolspeler zijn bij opvang, gastvrijheid en eerbiediging van de rechten van de vreemde onderdanen. Zij kunnen, over het algemeen, meedoen aan de verbetering van het onthaal en de vestiging van de vreemde onderdanen die ook op hun grondgebied wonen en een kader creëren voor de sensibilisering van hun bevolking over de waarden van de gastvrijheid en het anders-zijn die bijdragen tot een betere sociale samenhang. De vreemde personen moeten er kunnen genieten van de rechten die hen verstrekt worden en ook volledig deelnemen aan het lokale leven;

Overwegende dat de lokale overheden een grote invloed hebben op het algemeen sociaal klimaat en dat ze dit nog positiever kunnen maken ten opzichte van de vreemde personen (voornamelijk via bevordering van de ontmoetingen), besliste de Gemeenteraad, in zijn zitting van 21 maart 2018, een motie voor te bereiden genaamd "Molenbeek, gastvrije gemeente";

Overwegende dat deze beslissing werd genomen ten gevolge van een burgerinterpellatie tijdens dezelfde Gemeenteraad;

Gelet op de Europese en Europese en internationale verbintenissen aangegaan door België voor de

erbiediging van de fundamentele rechten van de mens en in het bijzonder de meest kwetsbare personen (Universele Verklaring van de Rechten van de Mens, Europees Verdrag tot bescherming van de rechten van de mens, Internationaal Verdrag inzake economische, sociale en culturele rechten, ...);

Gelet op de verbintenissen aangegaan door België op het vlak van de bescherming van vluchtelingen in het kader van de Conventie van Genève van 1951;

Gelet op de verbintenissen van België op het vlak van herplaatsingen en hervestigingen;

Gelet op artikel 23 van de Belgische Grondwet die ieder het recht garandeert een menswaardig leven te leiden en economische, sociale en culturele rechten te genieten;

Overwegende dat door pedagogische overwegingen, enkele definities dienen verduidelijkt te worden, waaronder:

- Asielzoeker: een persoon in asielprocedure;

- Vluchteling: een persoon die uit zijn land van herkomst gevvlucht is en die een internationale bescherming gekregen heeft, met inbegrip van de mensen die van een subsidiaire bescherming genieten;

- Persoon die illegaal in het land verblijft: een persoon die niet of niet langer een geldige verblijfsvergunning in België heeft;

- "Vreemde onderdaan" of "persoon van vreemde afkomst": een persoon die een recht op verblijf geniet;

Overwegende dat het eveneens past te preciseren dat de wet geen enkele macht verleent aan de Burgemeesters inzake arrestatie en uitzetting van mensen in illegale situatie;

Overwegende dat Europa en de wereld in een periode vertoeven waar migranten meer en meer gezien worden als bedreigingen voor onze samenlevingen;

Overwegende de vermenigvuldiging van crises en de langdurigheid van de conflicten die vrouwen, mannen en kinderen op steeds gevaarlijker migratierroutes leiden, soms met gevaar voor hun leven;

Overwegende dat migratie de wereld heeft vormgegeven en dit zal blijven doen, of ze nu gekozen of gedwongen is of - zoals vaak het geval is - een beetje van beide, dat migratie een kans en een potentieel voor onze samenlevingen kan vormen mits een beetje actief opvangbeleid;

Overwegende dat de gemeentelijke instelling de eerste graad is waar de burgers zich wenden, dat het vertrouwen in de openbare besturen fundamenteel is voor het samenleven en deerbiediging van waarden en regels van het gemeenschappelijk leven;

Overwegende dat de gemeenten – weliswaar vaak met beperkte middelen – de vreemde onderdanen een betere opvang en ondersteuning kunnen verlenen, wanneer hun statuut dit toelaat;

Overwegende dat een kwaliteitsvol onthaal het verschil kan betekenen in het integratieparcours van de nieuwkomers door hen alle kansen te geven om deel uit te maken van het lokale leven;

Overwegende de politieke beleidsnota waarvan een hoofdstuk gewijd is aan de versterking van de sociale samenhang en de gelijkheid van kansen, met, voornamelijk de oprichting van de vzw VIA: Onthaalkantoor voor nieuwkomers (BAPA) en de voortzetting van het werk van de Dienst van hulp aan de Molenbeekse nieuwkomers (SAMPA);

Overwegende de motie van ondersteuning betreffende mensen zonder papieren gestemd door de Gemeenteraad op 28/09/2016;

Overwegende de motie tot verwerving van het federale wetsontwerp tot toelating van huisbezoeken, gestemd door de Gemeenteraad op 21/02/2018;

Overwegende de verklaring van de Gemeenteraad van 21/06/2017 tot de ondersteuning van een jonge Molenbeekse, zodat ze haar schoolloopbaan kan beëindigen en in België kan verblijven;

BESLIST:

Artikel 1. Neemt de hieronder opgenomen tekst aan bedoeld om Molenbeek als Gastvrije Gemeente te verklaren.

Artikel 2. Neemt het vaste voornemen aan om de fundamentele rechten van de aanwezige migranten op zijn grondgebied te eerbiedigen.

Artikel 3. Verbindt zich tot concrete acties om:

1. DE BEVOLKING TE SENSIBILISEREN OVER MIGRATIE EN ONTHAAL

Via voortzetting van acties gebaseerd op het samenleven en de gemeenschappelijke waarden van gelijkheid en verdraagzaamheid, in het bijzonder in de gemeentescholen maar ook via de organisatie van federatieve evenementen;

Via voortzetting van de ontwikkeling van een beleid van dialoog en interculturele diversiteit en aanmoediging van initiatieven van burgers en verenigingen die deelnemen aan het samenleven;

Via voortzetting van organiseren en ondersteunen van interculturele ontmoetingen en momenten bedoeld om vooroordelen te doorbreken, ter attentie van alle bewoners van de gemeente (Belgen, Europeanen, vreemdelingen met of zonder papieren);

Via voortzetting van de bevordering van de rijkdom van culturele diversiteit in culturele centra en scholen;

Via voortzetting van informatie verstrekken aan de plaatselijke ondernemingen over de rechten van migranten en hun toegang tot de arbeidsmarkt (in samenwerking met de verenigingen SAMPA en VIA en BON);

Via voortzetting van de sensibilisering van eigenaars van vastgoed over de naleving van de wetgeving inzake discriminatie bij huisvesting;

2. DE OPVANG EN HET VERBLIJF VAN DE MIGRANTEN TE VERBETEREN, MET RESPECT VOOR DE RECHTEN VAN DE MENS

2.1 EEN KWALITEISVOLLE ADMINISTRATIEVE OPVANG VAN DE VREEMDELINGEN GEHUISVEST IN DE GEMEENTE EN DE NIEUWKOMERS

Een kwaliteitsvolle administratieve opvang van de vreemdelingen gehuisvest in de gemeente en de nieuwkomers verzekeren;

De gebruikers toelaten om hun stappen voort te zetten in een klimaat van vertrouwen en sereniteit;

Blijven waken over de naleving van de wettelijke termijnen van de procedures, het principe van het recht op verdediging, blijven bijkomende informatie verstrekken over hun rechten en plichten en zoveel mogelijk zorgen voor een begeleiding van de burgers bij hun stappen;

Blijven nuttige informatie verspreiden aan alle vreemde personen die net aankomen op het gemeentelijk grondgebied, via voornamelijk SAMPA, VIA, BON of via de avonden van onthaal van nieuwe inwoners, ongeacht hun nationaliteiten;

Voortzetten van het werk van de gemeente, het OCMW en alle voornoemde organisaties, de acties en synergieën die eruit voortvloeien;

Organiseren van een volledige, doelgerichte en regelmatige informatiecampagne aan de inwoners die voldoen aan de criteria voorzien door de wet om deel te nemen aan de gemeentelijke verkiezingen, door de deelname van de Europese en niet-Europese inwoners te vergroten bij de uitoefening van de plaatselijke democratie;

Behouden van de cohesie van de verschillende gemeentelijke diensten en diensten van vereniging en verbeteren van de communicatie en de oriëntatie van de gebruikers van de verschillende diensten;

Voortzetten van de mededeling van een correcte informatie over de verblijfsprocedures, procedures van huwelijk/wettelijke samenwoning, toegang tot de nationaliteit, toegangsrechten tot de gezondheidszorg (medische kaart, MUG, ...) en zich ervan verzekeren dat de vreemdelingen deze procedures begrijpen;

Voortzetten van de mededeling van correcte informatie over de bestaande dienstverlening binnen de gemeente;

Bijwerken van de lijst van alle bestaande diensten en deze regelmatig ter beschikking stellen van de gebruikers (SAMPA, BON, VIA, BSU, *Solidarité Savoir*, verenigingen van sociale tolkprestaties, OCMW, gemeentelijke diensten,...);

2.2 ONDERSTEUNING VAN DE INTEGRATIE VAN DE MIGRANTEN

Behouden van de regelmatige oriëntatie naar Franse en/of Nederlandse taalcursussen, die sterk bijdragen tot de integratie op het grondgebied;

Ondersteunen van de socioprofessionele integratie van de migranten via de bevoegde gemeentelijke instellingen (plaatselijke missies, bureau van hulp aan ondernemers) en doorverwijzen naar de bevoegde gewestelijke instellingen (VDAB, Actiris, FOREM, en ondernemingsloketten);

Open blijven voor de mogelijkheid van de ontwikkeling van plaatselijke opvanginitiatieven;

Volledige informatie verstrekken over het integratieparcours;

Ondersteunen van de initiatieven van toegang tot een waardige huisvesting, en gebruikmaken van het opeisingsrecht of het openbaar beheer wanneer dit pertinent en mogelijk blijkt;

Verzekeren van dezelfde rechten aan de legaal verblijvende nieuwkomers en de vluchtelingen als aan de rest van de Molenbeekse bevolking;

2.3 SPECIFIEKE OPVANG VAN ASIELZOEKERS EN VLUCHTELINGEN

Voortzetten van de bevordering van ontmoetingen tussen de bewoners;

Een specifieke aandacht besteden aan de niet-begeleide minderjarigen via de verzekering van een geschikte opvolging;

De lokale bevolking informeren over de mogelijkheid voogd van een niet-begeleide minderjarige te worden;

De schoolintegratie van de kindvluchtelingen en de niet-begeleide minderjarigen te bevorderen;

Voor mensen in een situatie van illegaal verblijf:

- Voortzetten van het verstrekken van nuttige informatie betreffende de organismen waarnaar ze zich moeten richten op federaal niveau;
- Voortzetten van de verspreiding van deze informatie, eveneens door een directe toegang via het internet;
- Voortzetten van de verzekering van toegang tot de dringende medische hulp;
- Respecteren van hun fundamentele rechten;
- Ondersteunen van de nodige stappen voor het mogelijk maken van een recht op verblijf tot het einde van de schoolloopbaan;
- Zich ervan blijven verzekeren dat de motieven van een oproeping effectief vermeld staan in de verzonden oproepingsbrieven.

3. ZIJN SOLIDARITEIT AAN TE TONEN TEN OPZICHTE VAN DE EUROPESE GEMEENTEN EN DE LANDEN GECONFRONTEERD MET DE OPVANG VAN TALRIJKE MIGRANTEN

Deze verbintenissen maken het voor de gemeenten mogelijk om een positie aan te nemen ten gunste van een correcter migratiebeleid:

De gemeente verklaart zich solidair met de Europese gemeenten en de buurlanden geconfronteerd met een grote opvang van asielzoekers en vluchtelingen op hun grondgebied, zowel in Italië, Griekenland als in Libanon, en die er trachten het hoofd aan te bieden met waardigheid en respect voor mensen;

De gemeente herhaalt haar verbintenis voor een waardig en respectvol Belgisch migratiebeleid van personen en verzekert de fundamentele rechten van de migranten.

Artikel 4. Weigert elke terugplooi op zichzelf, veralgemeningen en discriminerende uitlatingen.

Artikel 5. Drukt het vaste verzet uit tegen elke vorm van migratiebeleid die zich niet nauwgezet zou houden aan de Universele Verklaring van de Rechten van de Mens.

Artikel 6. Drukt het vaste verzet uit tegen elke vorm van migratiebeleid die geweldplegingen zou meebrengen zoals we deze kunnen zien in Europa elders in de wereld.

Artikel 7. Voor al deze redenen, verklaart Sint-Jans-Molenbeek een Solidaire en Gastvrije Gemeente.

31 stemmers : 23 positieve stemmen, 8 negatieve stemmen.

ALDUS GEDAAN EN BERAADSLAAGD IN ZITTING.

De Gemeentesecretaris,
(g) Jacques De Winne

De Voorzitter van de Raad,
(g) Michel Eylenbosch

VOOR EENSLUIDEND AFSCHRIFT
SINT-JANS-MOLENBEEK, 06 april 2018

De Gemeentesecretaris,

Jacques De Winne



De Burgemeester,

Françoise Schepmans

